

**HOTELIM SA**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

**HOTELIM SA**  
9-13 avenue Myron Herrick  
75008 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 Janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### Estimations comptables

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 7 juin 2019

Le commissaire aux comptes  
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

## Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
<b>Actif immobilisé</b>					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	10 782	10 782			
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	13 058	7 949	5 109	6 415	- 1 306
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 245	2 245		341	- 341
Autres immobilisations corporelles	328 583	244 008	84 574	99 961	- 15 387
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	12 341 192	1 394 647	10 946 545	10 714 741	231 804
Créances rattachées à des participations	3 815 789	714 319	3 101 470	4 782 931	-1 681 461
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	30 264		30 264	32 612	- 2 348
<b>TOTAL (I)</b>	<b>16 804 091</b>	<b>2 373 950</b>	<b>14 430 141</b>	<b>15 899 180</b>	<b>-1 469 039</b>
<b>Actif circulant</b>					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	314 056		314 056	286 376	27 680
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs					
. Personnel	1 509		1 509		1 509
. Organismes sociaux	149		149	88	61
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	26 695		26 695	32 623	- 5 928
. Autres	2 789 034		2 789 034	992 127	1 796 907
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	8 614 470		8 614 470	5 822 038	2 792 432
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	4 651		4 651	3 689	962
<b>TOTAL (II)</b>	<b>11 750 564</b>		<b>11 750 564</b>	<b>7 136 941</b>	<b>4 613 623</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>28 554 655</b>	<b>2 373 950</b>	<b>26 180 705</b>	<b>23 036 121</b>	<b>3 144 584</b>

## Bilan (suite)

Présenté en Euros

<b>PASSIF</b>	Exercice clos le <b>31/12/2018</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2017</b> (12 mois)	Variation
<b>Capitaux Propres</b>			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	560 240	560 240	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	146 609	1 148 025	-1 001 416
Résultat de l'exercice	1 233 282	-127 955	1 361 237
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>19 971 040</b>	<b>19 611 220</b>	<b>359 820</b>
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
<b>TOTAL (II)</b>			
<b>Provisions pour risques et charges</b>			
Provisions pour risques		10 500	- 10 500
Provisions pour charges	74 884	68 799	6 085
<b>TOTAL (III)</b>	<b>74 884</b>	<b>79 299</b>	<b>- 4 415</b>
<b>Emprunts et dettes</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	5 390 617	2 681 103	2 709 514
. Découverts, concours bancaires	1 582	1 278	304
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	1 328	480	848
. Associés	28 193	31 433	- 3 240
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	151 300	164 609	- 13 309
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	7 123	43 274	- 36 151
. Organismes sociaux	63 136	84 452	- 21 316
. Etat, impôts sur les bénéfices	54 329	136 837	- 82 508
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	77 880	65 980	11 900
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	35 623	33 140	2 483
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	323 670	103 016	220 654
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>6 134 781</b>	<b>3 345 602</b>	<b>2 789 179</b>
Ecart de conversion passif(V)			
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>26 180 705</b>	<b>23 036 121</b>	<b>3 144 584</b>

## Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	1 088 175		1 088 175	1 020 880	67 295	6,59
<b>Chiffres d'affaires Nets</b>	<b>1 088 175</b>		<b>1 088 175</b>	<b>1 020 880</b>	<b>67 295</b>	<b>6,59</b>
Production stockée						
Production immobilisée			5 316	5 316		0,00
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges						
Autres produits			6	2	4	200,00
<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>			<b>1 093 497</b>	<b>1 026 199</b>	<b>67 298</b>	<b>6,56</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			928 055	960 022	- 31 967	-3,33
Impôts, taxes et versements assimilés			32 647	38 214	- 5 567	-14,57
Salaires et traitements			331 940	358 852	- 26 912	-7,50
Charges sociales			172 535	178 714	- 6 179	-3,46
Dotations aux amortissements sur immobilisations			26 825	25 796	1 029	3,99
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			6 085	8 898	- 2 813	-31,61
Autres charges			3	8	- 5	-62,50
<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>			<b>1 498 092</b>	<b>1 570 503</b>	<b>- 72 411</b>	<b>-4,61</b>
<b>RESULTAT EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-404 595</b>	<b>-544 304</b>	<b>139 709</b>	<b>25,67</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			1 449 600	449 600	1 000 000	222,42
Produits des autres valeurs mobilières et créances			58 455	71 902	- 13 447	-18,70
Autres intérêts et produits assimilés			36 830	4 722	32 108	679,97
Reprises sur provisions et transferts de charges			146 000		146 000	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
<b>Total des produits financiers (V)</b>			<b>1 690 885</b>	<b>526 224</b>	<b>1 164 661</b>	<b>221,32</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			24 810	177 850	- 153 040	-86,05
Intérêts et charges assimilées			37 036	31 677	5 359	16,92
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
<b>Total des charges financières (VI)</b>			<b>61 846</b>	<b>209 528</b>	<b>- 147 682</b>	<b>-70,48</b>
<b>RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>			<b>1 629 039</b>	<b>316 697</b>	<b>1 312 342</b>	<b>414,38</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)</b>			<b>1 224 444</b>	<b>-227 608</b>	<b>1 452 052</b>	<b>637,96</b>

## Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2017 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 500	3 500	7 000	200,00
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>	<b>10 500</b>	<b>3 500</b>	<b>7 000</b>	<b>200,00</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		205	- 205	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		20	- 20	-100
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>		<b>225</b>	<b>- 225</b>	<b>-100</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>10 500</b>	<b>3 275</b>	<b>7 225</b>	<b>220,61</b>
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	1 662	-96 378	98 040	101,72
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>2 794 882</b>	<b>1 555 923</b>	<b>1 238 959</b>	<b>79,63</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)</b>	<b>1 561 600</b>	<b>1 683 878</b>	<b>- 122 278</b>	<b>-7,26</b>
<b>RESULTAT NET</b>	<b>1 233 282</b>	<b>-127 955</b>	<b>1 361 237</b>	<b>N/S</b>
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

## Annexes Légales

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 26 180 705,43 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 233 281,87 Euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

## SOMMAIRE

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

### COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Frais d'établissement
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net

### ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

### Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

#### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

##### **a) Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

##### **b) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts d'emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureau & informatique : 5 ans

#### **IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT**

Chaque année, des tests d'évaluation portant sur chacune des participations du Groupe sont réalisés en appliquant les méthodes traditionnelles de valorisation (méthode hôtelière et méthode des barèmes) et aux fins de constater d'éventuelles provisions à comptabiliser.

#### **CREANCES ET DETTES**

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## **OPERATIONS EN DEVISES**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.  
Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.  
La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours portée au bilan en « écart de conversion ». Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

## **COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE**

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS.

En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement
- de formation et de recrutement
- de prospection de nouveaux marchés
- de transition écologique et énergétique

## **FONDS COMMERCIAL**

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

### **Changements de méthode**

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2016-07 du 4 novembre 2016
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

**Informations complémentaires pour donner une image fidèle****Intégration Fiscale**

HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

**Indemnités de Fin de Carrière**

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des IFC a été appliquée.

A la fin 2017, le passif social s'élevait à	68 799 €
La dotation enregistrée dans les comptes s'élève à	6 085 €
Le passif social au 31/12/2018 est égal à	74 884 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul	Rétrospective Prorata Temporis
Convention collective	HCR
Départ à l'initiative des salariés	50%
Départ à l'initiative de l'employeur	50%
Taux d'actualisation	1,57% contre 1,30% en 2017
Taux de progression annuelle des salaires	3% pour les Cadres, 2% pour les Non Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres, Fort pour les Non Cadres
Age de départ retenu	67 ans
Taux de charges sociales	42%
Table de mortalité	INED 2015

**ENGAGEMENTS FINANCIERS & AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS****Engagements donnés**

HOTELIM a donné des garanties aux établissements financiers ayant accordés des prêts et facilités de caisse à ses filiales (ces engagements figurent globalement dans le tableau ci-dessus et de manière détaillée ci-dessous) :

Cautions sur facilité de caisse :	0 €
Cautions sur prêts :	0 €
Comptes courants bloqués :	61 121 €

## Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	272 961		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	61 983		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	145 850		9 791
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>TOTAL</b>	<b>340 998</b>		<b>9 791</b>
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	17 727 828		305 152
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	32 612		
<b>TOTAL</b>	<b>17 760 440</b>		<b>305 152</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>18 374 399</b>		<b>314 943</b>

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			272 961	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 245	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport			61 983	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		6 904	148 737	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>TOTAL</b>		<b>6 904</b>	<b>343 885</b>	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		1 876 000	16 156 981	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		2 348	30 264	
<b>TOTAL</b>		<b>1 878 348</b>	<b>16 187 244</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>1 885 252</b>	<b>16 804 091</b>	

## Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	10 782			10 782
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	6 643	1 306		7 949
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 903	341		2 245
Installations générales, agencements divers	61 710	10 976		72 686
Matériel de transport	59 063	745		59 808
Matériel de bureau, informatique, mobilier	104 962	13 456	6 904	111 514
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>234 281</b>	<b>26 824</b>	<b>6 904</b>	<b>254 202</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>245 063</b>	<b>26 824</b>	<b>6 904</b>	<b>264 984</b>

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 306				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	341				
Installations générales, agencements divers	10 976				
Matériel de transport	745				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	13 456				
Emballages récupérables et divers					
<b>TOTAL</b>	<b>26 824</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>26 824</b>				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

## Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements				
Pour investissement				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92				
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92				
Pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL Provisions réglementées</b>				
Pour litiges				
Pour garanties données clients				
Pour pertes sur marchés à terme				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
Pour pensions et obligations	68 799	6 085		74 884
Pour impôts				
Pour renouvellement immobilisations				
Pour grosses réparations				
Pour charges sur congés payés				
Autres provisions	10 500		10 500	
<b>TOTAL Provisions</b>	<b>79 299</b>	<b>6 085</b>	<b>10 500</b>	<b>74 884</b>
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation	2 230 156	24 810	146 000	2 108 966
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients				
Autres dépréciations				
<b>TOTAL Dépréciations</b>	<b>2 230 156</b>	<b>24 810</b>	<b>146 000</b>	<b>2 108 966</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 309 455</b>	<b>30 895</b>	<b>156 500</b>	<b>2 183 850</b>
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		6 085		
- financières		24 810	146 000	
- exceptionnelles			10 500	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

## Etat des échéances des créances et des dettes

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>Un an au plus</b>	<b>Plus d'un an</b>
Créances rattachées à des participations	3 815 789		3 815 789
Prêts			
Autres immobilisations financières	30 264		30 264
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	314 056	314 056	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 509	1 509	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	149	149	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	26 695	26 695	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	962	962	
Groupe et associés	2 788 072	2 788 072	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	4 651	4 651	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 982 146</b>	<b>3 136 094</b>	<b>3 846 053</b>
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

<b>ETAT DES DETTES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A un an au plus</b>	<b>Plus 1 an 5 ans au plus</b>	<b>A plus de 5 ans</b>
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 582	1 582		
- plus d'un an	5 390 617	1 117 489	4 273 128	
Emprunts et dettes financières divers	1 328	1 328		
Fournisseurs et comptes rattachés	151 300	151 300		
Personnel et comptes rattachés	7 123	7 123		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	63 136	63 136		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	54 329	54 329		
- T.V.A	77 880	77 880		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	35 623	35 623		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	28 193	28 193		
Autres dettes	323 670	323 670		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 134 781</b>	<b>1 861 653</b>	<b>4 273 128</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	3 500 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	790 486			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

### Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	12 341 192		
Créances rattachées à des participations	3 815 789		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	295 713		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 905		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation	1 449 600		
Autres produits financiers	33 864		
Charges financières			

## Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	59 860
<b>CREANCES</b>	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir : )	33 421
<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>	
<b>DISPONIBILITES</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>93 281</b>

## Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 910
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	101 907
Dettes fiscales et sociales	18 199
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir : )	
<b>TOTAL</b>	<b>123 016</b>

## Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	4 651	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
<b>TOTAL</b>	<b>4 651</b>	

## Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
<b>TOTAL</b>		

## Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8

## Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	1 088 175
<b>TOTAL</b>	<b>1 088 175</b>

Répartition par marché géographique	Montant
France	1 088 175
Etranger	
<b>TOTAL</b>	<b>1 088 175</b>

## Rémunérations des dirigeants

	Montant
<b>REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :</b>	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

**Honoraires des Commissaires aux Comptes**

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	79 500
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
<b>TOTAL</b>	<b>79 500</b>

**Effectif moyen**

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens	1	
Employés	0	
Ouvriers	0	
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	

## Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2014
Durée de l'exercice	12 mois				
<b>I - Situation financière en fin d'exercice</b>					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises	970 513	970 513	970 513	970 513	970 513
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
<b>II - Résultat global des opérations effectives</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 088 175	1 020 880	911 192	1 144 838	1 154 584
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 136 164	-15 289	342 003	1 370 661	1 803 445
c) Impôt sur les bénéfices	1 662	-96 377	-112 448	5 978	201 231
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 134 502	81 088	454 451	1 364 683	1 602 214
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	1 233 282	-127 956	249 889	1 130 596	1 726 584
f) Montants des bénéfices distribués	873 461	873 461	873 461	873 461	873 461
g) Participation des salariés					
<b>III - Résultat des opérations réduit à une seule action</b>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	1	0	1	1	2
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	1	0	0	1	2
c) Dividende versé à chaque action	1	1	1	1	1
<b>IV - Personnel :</b>					
a) Nombre de salariés	3	3	3	3	3
b) Montant de la masse salariale	331 940	358 852	327 679	324 893	326 003
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	172 535	178 714	163 340	163 077	165 633

## Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
<b>A – Renseignements détaillés concernant les filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	6 362 158	89,92	1 256 451		0	0	6 410 866	1 243 004	500 000
DELTA RUNGIS	76 635	715 877	100	2 704 057		125 813	0	1 292 577	237 030	
LE BOURGET	15 000	883 374	100	391 672		2 138 867	0	1 854 032	113 444	
SOGEONE	300 000	665 115	100	635 408		110 904	0	1 755 372	382 125	1 000 000
DROMHOTEL	108 000	-89 916	100	1 828 000	785 804	305 213	0	768 854	-76 028	
SAINT RAPHAEL	225 000	945 398	100	228 674		322	0	3 072 823	163 386	
ROSNY	1 229 190	1 348 650	100	2 096 723		44 314	0	1 398 658	158 031	
CRETEIL	215 310	601 479	100	1 610 204		87 517	0	1 444 853	219 147	
RELNICE	15 000	1 562 133	100	168		0	0	1 443 445	227 798	
SUITE HOTEL	15 000	550 753	55	8 385		184 243	0	911 319	67 088	
HOFIDEV	10 000	-980	70	7 000		0	0	0	-13 923	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	770 138	50	1 074 000		102 765	0	1 748 583	117 908	
<b>B – Renseignements globaux concernant les autres filiales &amp; participations</b>										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères				498 451	146 000	655 969	61 121	2 242 220	258 943	
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

**HOTELIM SA**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

**HOTELIM SA**  
9-13 avenue Myron Herrick  
75008 PARIS

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**Exercice clos le 31 décembre 2018**

A l'assemblée générale

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice mois clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

**Fondement de l'opinion**

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 7 juin 2019

Le commissaire aux comptes  
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

**Bilan consolidé**

<b>ACTIF</b>	<b>Montant Brut</b>	<b>Dépréciation</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>9 400 590</b>	<b>9 162 806</b>	<b>237 784</b>	<b>332 894</b>
<b>Capital souscrit non appelé</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	418 218	375 159	43 059	43 368
Fonds commercial	6 527 380		6 527 380	6 527 380
Autres immobilisations incorporelles	110 743	103 121	7 622	7 622
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	40 134 344	28 661 268	11 473 076	12 687 476
Installations techniques, matériel, outillage	5 421 309	4 303 084	1 118 225	1 376 192
Autres immobilisations corporelles	4 546 109	3 170 559	1 375 550	1 395 358
Immobilisations en cours	949 944		949 944	147 832
Avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Titres de participations	1 502 730	352 451	1 150 279	5 253
Actifs nets en cours de cession				
Participations par mise en équivalence				
Créances rattachées à des participations	657 374	653 198	4 176	1 386
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	91 167		91 167	93 515
<b>Actif immobilisé</b>	<b>62 509 449</b>	<b>37 632 627</b>	<b>24 876 822</b>	<b>24 421 726</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières, approvisionnements	135 878		135 878	149 300
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	21 907		21 907	19 775
Avances et acomptes versés sur commandes				
<b>CREANCES</b>				
Créances clients et comptes rattachés	782 201	54 088	728 113	630 407
Actifs d'impôts différés	29 506		29 506	35 683
Autres créances	2 244 737	61 121	2 183 616	1 566 090
Capital souscrit, appelé et non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement	1 083 498		1 083 498	83 380
Actions propres				
Disponibilités	19 510 009		19 510 009	18 418 184
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	76 684		76 684	80 694
Ecart d'arrondi actif				
<b>Actif circulant</b>	<b>23 884 420</b>	<b>115 209</b>	<b>23 769 211</b>	<b>20 983 513</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>95 794 459</b>	<b>46 910 642</b>	<b>48 883 817</b>	<b>45 738 133</b>

**Bilan consolidé**

<b>PASSIF</b>	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	560 240	560 240
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	13 237 293	11 387 080
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	146 609	1 148 025
<b>RESULTAT GROUPE</b>	<b>2 523 819</b>	<b>1 722 265</b>
Subventions d'investissements		
Amortissement dérogatoires		
Autres provisions réglementées		
Titres en autocontrôle		
<b>Capitaux propres</b>	<b>34 498 871</b>	<b>32 848 520</b>
Intérêts hors groupe	1 366 843	1 263 684
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	216 686	153 558
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>1 583 529</b>	<b>1 417 242</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>Autres fonds propres</b>		
Provisions pour acquisitions de titres		
Provisions pour risques	105 191	66 679
Provisions pour charges	273 439	304 493
Provisions pour passif d'impôt différé	1 211 161	1 412 093
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>1 589 791</b>	<b>1 783 265</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	6 682 208	5 035 909
Concours bancaires courants	4 397	39 985
Emprunts en crédit bail		
Emprunts et dettes financières divers	132 008	131 685
Passif nets en cours de cession		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	268 507	312 956
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 870 434	1 527 831
Dettes fiscales et sociales	1 686 078	2 076 350
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 137	2 293
Autres dettes	558 502	554 408
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	7 354	7 686
Ecart arrondi passif	1	3
<b>Passif circulant</b>	<b>11 211 626</b>	<b>9 689 106</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>48 883 817</b>	<b>45 738 133</b>

**Compte de résultat consolidé**

Rubrique	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises France	523 155	527 615
Ventes de marchandises Export		
Production vendue de biens - France		
Production vendue de biens Export		
Production vendue de services - France	21 590 004	20 785 900
Production vendue de services Export		
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>22 113 159</b>	<b>21 313 515</b>
Production stockée		
Production immobilisée	37 003	38 507
Subventions d'exploitation	83 163	91 061
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	43 941	22 336
Autres produits	304	1 889
<b>Autres produits d'exploitation</b>	<b>164 411</b>	<b>153 793</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	99 647	99 714
Variation de stock de marchandises	-226	-130
Achats de matières premières et autres appro.	1 257 396	1 279 674
Variation de stock matières premières et approvisionnements	10 993	4 242
Autres achats et charges externes	7 407 450	7 437 224
Impôts, taxes et versements assimilés	842 580	795 180
Salaires et traitements	4 295 918	4 217 778
Charges sociales	1 322 439	1 315 940
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 203 584	2 287 040
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	17 195	145
Dotations aux provisions pour risques et charges	63 480	25 389
Autres charges	1 130 339	1 046 709
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>18 650 795</b>	<b>18 508 905</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>3 626 775</b>	<b>2 958 403</b>

**Compte de résultat consolidé**

Rubrique	31/12/2018	31/12/2017
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	31 292	14 256
Reprises sur provisions et transferts de charges	146 000	
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Ecart de conversion		
<b>Produits financiers</b>	<b>177 292</b>	<b>14 256</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	10 614	11 370
Intérêts et charges assimilées	59 053	69 267
Différences négatives de change	85	
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Ecart de conversion		
<b>Charges financières</b>	<b>69 752</b>	<b>80 637</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>107 540</b>	<b>-66 381</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>3 734 315</b>	<b>2 892 022</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 200
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	3 715	2 746
Reprises sur provisions et transferts de charges	33 988	28 486
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>37 703</b>	<b>32 432</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 616	8 242
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 984	18 210
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	108	
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>36 708</b>	<b>26 452</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>995</b>	<b>5 980</b>
Impôts dus sur les bénéfices	1 094 452	888 899
Impôts différés sur les bénéfices	-194 757	38 170
<b>Impôts sur les bénéfices</b>	<b>899 695</b>	<b>927 069</b>
<b>Résultat des sociétés intégrées</b>	<b>2 835 615</b>	<b>1 970 933</b>
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	95 110	95 110
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS</b>	<b>2 740 505</b>	<b>1 875 823</b>
<b>RESULTAT GROUPE</b>	<b>2 523 819</b>	<b>1 722 265</b>
<b>RESULTAT HORS GROUPE</b>	<b>216 686</b>	<b>153 558</b>
Résultat par action	2,60050	1,77459
Résultat dilué par action	2,60050	1,77459
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	2,69850	1,87259

**Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés**

Rubrique	31/12/2018	%	31/12/2017	%	Variation	%
Ventes marchandises	523 155	2,36	527 615	2,47	-4 460	-0,85
- Coût d'achat des marchandises vendues	99 421	0,45	99 584	0,47	-163	-0,16
<b>Marge commerciale</b>	<b>423 734</b>	<b>1,91</b>	<b>428 031</b>	<b>2,00</b>	<b>-4 297</b>	<b>-1,00</b>
Production vendue	21 590 004	97,47	20 785 900	97,35	804 104	3,87
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	37 003	0,17	38 507	0,18	-1 504	-3,91
<b>Production de l'exercice</b>	<b>21 627 007</b>	<b>97,64</b>	<b>20 824 407</b>	<b>97,53</b>	<b>802 600</b>	<b>3,85</b>
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 257 396	5,68	1 279 674	5,99	-22 278	-1,74
- Variation de stock	10 993	0,05	4 242	0,02	6 751	159,15
- Sous-traitance directe						
<b>Marge brute de production</b>	<b>20 358 618</b>	<b>91,91</b>	<b>19 540 491</b>	<b>91,52</b>	<b>818 127</b>	<b>4,19</b>
<b>PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES</b>	<b>22 150 162</b>	<b>100,00</b>	<b>21 352 022</b>	<b>100,00</b>	<b>798 140</b>	<b>3,74</b>
<b>MARGE BRUTE GLOBALE</b>	<b>20 782 352</b>	<b>93,82</b>	<b>19 968 522</b>	<b>93,52</b>	<b>813 830</b>	<b>4,08</b>
- Autres achats et charges externes	7 407 450	33,44	7 437 224	34,83	-29 774	-0,40
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>13 374 902</b>	<b>60,38</b>	<b>12 531 298</b>	<b>58,69</b>	<b>843 604</b>	<b>6,73</b>
+ Subventions d'exploitation	83 163	0,38	91 061	0,43	-7 898	-8,67
- Impôts, taxes et versements assimilés	842 580	3,80	795 180	3,72	47 400	5,96
- Charges de personnel	5 618 357	25,36	5 533 718	25,92	84 639	1,53
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>6 997 128</b>	<b>31,59</b>	<b>6 293 461</b>	<b>29,47</b>	<b>703 667</b>	<b>11,18</b>
+ Reprises sur charges calculées, transferts	43 941	0,20	22 336	0,10	21 605	96,73
+ Autres produits	304	0,00	1 889	0,01	-1 585	-83,91
- Dotations aux amortissements et aux provisions	2 284 259	10,31	2 312 574	10,83	-28 315	-1,22
- Autres charges	1 130 339	5,10	1 046 709	4,90	83 630	7,99
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>3 626 775</b>	<b>16,37</b>	<b>2 958 403</b>	<b>13,86</b>	<b>668 372</b>	<b>22,59</b>
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
+ Produits financiers	177 292	0,80	14 256	0,07	163 036	N/S
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commu						
- Charges financières	69 752	0,31	80 637	0,38	-10 885	-13,50
<b>Résultat couant avant impôt</b>	<b>3 734 315</b>	<b>16,86</b>	<b>2 892 022</b>	<b>13,54</b>	<b>842 293</b>	<b>29,12</b>
Produits exceptionnels	37 703	0,17	32 432	0,15	5 271	16,25
- Charges exceptionnelles	36 708	0,17	26 452	0,12	10 256	38,77
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>995</b>	<b>0,00</b>	<b>5 980</b>	<b>0,03</b>	<b>-4 985</b>	<b>-83,36</b>
- Impôts dus sur les bénéfices	1 094 452	4,94	888 899	4,16	205 553	23,12
- Impôt sur les bénéfices	-194 757	-0,88	38 170	0,18	-232 927	-610,24
<b>Résultat sociétés intégrées</b>	<b>2 835 615</b>	<b>12,80</b>	<b>1 970 933</b>	<b>9,23</b>	<b>864 682</b>	<b>43,87</b>
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisiteur	95 110	0,43	95 110	0,45		
<b>RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS</b>	<b>2 740 505</b>	<b>12,37</b>	<b>1 875 823</b>	<b>8,79</b>	<b>864 682</b>	<b>46,10</b>
<b>RESULTAT GROUPE</b>	<b>2 523 819</b>	<b>11,39</b>	<b>1 722 265</b>	<b>8,07</b>	<b>801 554</b>	<b>46,54</b>
<b>RESULTAT HORS GROUPE</b>	<b>216 686</b>	<b>0,98</b>	<b>153 558</b>	<b>0,72</b>	<b>63 128</b>	<b>41,11</b>
Produits des cessions des éléments d'actifs	1 279				1 279	
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	18 283		18 210		73	0,40
<b>Plus ou moins values sur cessions</b>	<b>-17 004</b>		<b>-18 210</b>		<b>1 206</b>	<b>-6,62</b>

**Tableau de flux de trésorerie consolidé**

En Euros	31/12/2018	31/12/2017
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>2 740 505</b>	<b>1 875 823</b>
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	2 170 768	2 387 566
Variation des impôts différés	-194 757	38 170
Plus-values de cession, nettes d'impôt	17 004	18 210
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>4 733 520</b>	<b>4 319 769</b>
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-788 295	-151 790
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>3 945 225</b>	<b>4 167 979</b>
Acquisition d'immobilisations	-2 544 082	-847 450
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	3 627	
Incidence des variations de périmètres (3)		3 000
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-2 540 455</b>	<b>-844 450</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-873 461	-873 462
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-50 400	-50 400
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	3 500 738	3 000 024
Remboursements d'emprunts	-1 854 116	-3 729 820
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>722 761</b>	<b>-1 653 658</b>
Incidence des variations de cours des devises		
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE</b>	<b>2 127 531</b>	<b>1 669 871</b>
<b>Trésorerie d'ouverture</b>	<b>18 461 579</b>	<b>16 791 708</b>
<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>20 589 110</b>	<b>18 461 579</b>

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Détail par grandes rubriques :

- Variation stocks	11 290	4 205
- Variation créances d'exploitation	-711 222	-702 543
- Variation dettes d'exploitation	-88 363	546 548
<b>- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>-788 295</b>	<b>-151 790</b>

(3) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

- Augmentation de capital HOFIDEV		10 000
- Souscription augmentation de capital HOFIDEV par HOTELIM		-7 000
<b>- Incidence des variations de périmètres</b>		<b>3 000</b>

ANNEXE

<b>1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....</b>	<b>10</b>
A.    REFERENTIEL COMPTABLE.....	10
B.    MODALITES DE CONSOLIDATION.....	10
1. <i>Périmètre de consolidation</i> .....	10
2. <i>Retraitement de consolidation</i> .....	10
3. <i>Opérations réciproques</i> .....	10
4. <i>Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées</i> .....	10
5. <i>Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02</i> .....	10
6. <i>Traitement des écarts d'acquisition</i> .....	11
C.    METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	11
1. <i>Changements comptables</i> .....	11
2. <i>Immobilisations incorporelles</i> .....	11
3. <i>Immobilisations corporelles</i> .....	11
4. <i>Immobilisations financières</i> .....	12
5. <i>Provisions pour risques et charges</i> .....	12
6. <i>Stocks</i> .....	12
7. <i>Créances et dettes</i> .....	12
8. <i>Valeurs mobilières de placement</i> .....	12
9. <i>Impôts différés</i> .....	12
10. <i>Engagements vis-à-vis du personnel</i> .....	13
11. <i>Régime d'intégration fiscale</i> .....	13
<b>2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....</b>	<b>14</b>
A.    ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	14
LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION.....	14
B.    ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	15
1. <i>Engagements donnés</i> .....	15
2. <i>Engagements reçus</i> .....	15
C.    AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS.....	15
<b>3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....</b>	<b>16</b>
A.    INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS.....	16
1. <i>Entrée dans le périmètre de consolidation</i> .....	16
2. <i>Sortie du périmètre de consolidation</i> .....	16
3. <i>Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation</i> .....	16
4. <i>Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation</i> .....	16
5. <i>Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture</i> .....	16
6. <i>Autres informations sur le périmètre de consolidation</i> .....	16
B.    INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES.....	16

<b>4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS .....</b>	<b>17</b>
<b>A. POSTES DU BILAN CONSOLIDE .....</b>	<b>17</b>
1. <i>Actif immobilisé .....</i>	17
2. <i>Autres postes d'actif.....</i>	18
3. <i>Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....</i>	19
4. <i>Autres postes de passif.....</i>	19
<b>B. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....</b>	<b>21</b>
1. <i>Charges de personnel et effectif .....</i>	21
2. <i>Charges relatives aux frais de recherche et de développement.....</i>	21
3. <i>Charges et produits d'exploitation .....</i>	22
4. <i>Charges et produits financiers .....</i>	22
5. <i>Charges et produits exceptionnels .....</i>	22
<b>5. AUTRES INFORMATIONS .....</b>	<b>23</b>
<b>A. INFORMATION SECTORIELLE .....</b>	<b>23</b>
<b>B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES .....</b>	<b>23</b>
1. <i>Évènements postérieurs à la clôture.....</i>	23
2. <i>Tableaux des flux de trésorerie .....</i>	23
3. <i>Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants .....</i>	23
4. <i>Honoraires Commissaires aux Comptes .....</i>	23

## 1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

---

### A. Référentiel comptable

Les comptes consolidés du groupe arrêtés au 31 décembre 2018, sont établis en conformité avec le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999, et de l'Arrêté du 22 juin 1999 portant son homologation.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

### B. Modalités de consolidation

#### 1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. Au 31 décembre 2018, comme au 31 décembre 2017, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

#### 2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 99-02.

#### 3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

#### 4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

#### 5. Application des méthodes préférentielles énoncées au paragraphe 300 du règlement CRC 99-02

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

### 6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	<b>1 116 499</b>	698 900	<b>417 599</b>	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	<b>1 101 155</b>	676 086	<b>425 069</b>	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	<b>1 622 259</b>	985 196	<b>637 063</b>	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	<b>423 917</b>	259 987	<b>163 930</b>	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC ReInce						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	713 325	<b>237 784</b>
<b>TOTAL</b>	<b>412 941</b>	<b>3 850 889</b>	<b>4 263 830</b>	<b>2 620 169</b>	<b>1 643 661</b>	<b>9 400 590</b>	<b>9 162 806</b>	<b>237 784</b>

### C. Méthodes et règles d'évaluation

#### 1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

#### 2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

#### 3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

#### **4. Immobilisations financières**

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

#### **5. Provisions pour risques et charges**

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

#### **6. Stocks**

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

#### **7. Créances et dettes**

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

#### **8. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2018, la valeur du portefeuille est de 1 083 498 euros.

#### **9. Impôts différés**

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et

leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure de prudence, le seul déficit fiscal du groupe, qui concerne la société Hofidev pour un montant de 14 903 €, n'a pas été activé au 31 décembre 2018.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 33.33% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le taux de 28% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces taux tiennent compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés. L'impact du changement de taux d'imposition entre 2017 et 2018 correspond à un produit de 220 228 € relatif à l'impôt différé passif net du 31 décembre 2017.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3.36%, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

#### **10. Engagements vis-à-vis du personnel**

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2018, l'engagement net d'impôt s'élève à 197 K€ contre 203 K€ au 31 décembre 2017.

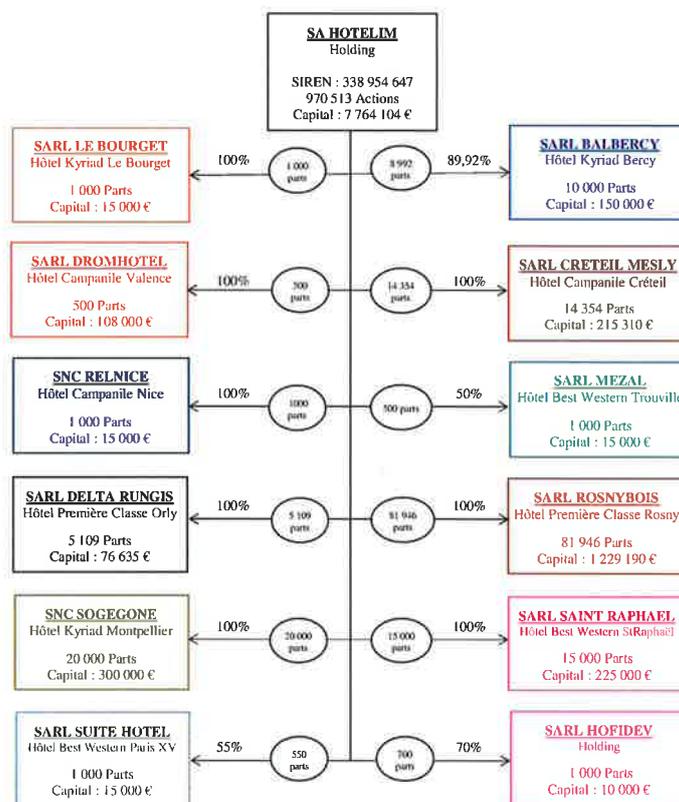
Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 1.57 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 3% pour les cadres, 2% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 67 ans
- Taux de charges sociales : 42%
- Table de mortalité : INED 2015

#### **11. Régime d'intégration fiscale**

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

**2. Informations relatives au périmètre de consolidation**
**A. Organisation du Groupe HOTELIM**

**Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation**

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89.92%	0.00%	89.92%	89.92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Suite Hotel	419 564 232 00025	55.00%	0.00%	55.00%	55.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par Hofidev n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour 999 K€

**B. Engagements hors bilan**
**1. Engagements donnés**

La SA Hotelim et ses filiales ont donné les garanties suivantes aux établissements financiers ayant accordé des prêts :

**NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE**

Emprunteur	Fonds nanti	Bénéficiaire	Prêt garanti (Montant initial)	Reste dû au 31/12/2018	Échéance
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	CREDIT AGRICOLE	100 000	5 219	mars-19
SARL Delta Rungis	RUNGIS	CREDIT AGRICOLE	700 000	36 532	avr.-19
SARL Delta Rungis	RUNGIS	CREDIT AGRICOLE	605 000	154 379	mars-20
SARL Balbercy	BERCY	CREDIT AGRICOLE	900 000	229 655	avr.-20
SARL Créteil Mesly	CRETEIL	CREDIT AGRICOLE	260 000	66 345	avr.-20
SARL Le Bourget	LE BOURGET	CREDIT AGRICOLE	900 000	229 655	avr.-20
SARL Mezal	TROUVILLE	ARKEA	300 000	101 754	sept.-20
SARL Rosnybois	ROSNYS SOUS BOIS	ARKEA	470 000	159 415	sept.-20
SARL Suite hotel	PARIS XV	ARKEA	800 000	271 344	sept.-20
<b>TOTAL</b>			<b>5 035 000</b>	<b>1 254 298</b>	

**BAIL À CONSTRUCTION**

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1<sup>er</sup> janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

**2. Engagements reçus**

Aucun engagement reçu

**C. Autres faits significatifs**

Néant

### 3. Information permettant la comparabilité des comptes

---

#### A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

##### 1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

##### 2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

##### 3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

##### 4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'est intervenue.

##### 5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

##### 6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

#### B. Informations relatives aux changements comptables

Il n'y a pas eu de changement de méthode au cours de l'exercice 2018.

**4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations**
**A. Postes du bilan consolidé**

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

**1. Actif immobilisé**
**a. Immobilisations incorporelles**

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 400 590				9 400 590
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>9 400 590</b>				<b>9 400 590</b>
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires	415 883	8 775	6 440		418 218
Fonds commercial	6 527 380				6 527 380
Autres immobilisations incorporelles	110 743				110 743
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances, acomptes sur immo. incorporelles					
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 054 006</b>	<b>8 775</b>	<b>6 440</b>		<b>7 056 341</b>

**b. Immobilisations corporelles**

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131				2 150 131
Constructions	40 024 493	73 627	165 500	201 724	40 134 344
Installations techniques, matériel, outillage	5 360 479	112 498	51 668		5 421 309
Autres immobilisations corporelles	4 242 335	320 760	28 986	12 000	4 546 109
Immobilisations en cours	147 832	1 015 836		(213 724)	949 944
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>51 925 270</b>	<b>1 522 721</b>	<b>246 154</b>		<b>53 201 837</b>

**c. Immobilisations financières**

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Virement	Clôture
Titres de participations	503 704	999 026			1 502 730
Actifs nets en cours de cession					
Participations par mises en équivalence					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	93 515		2 348		91 167
Créances rattachées à des participations	643 970	13 404			657 374
<b>Immobilisations financières</b>	<b>1 241 189</b>	<b>1 012 430</b>	<b>2 348</b>		<b>2 251 271</b>

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

**d. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles**

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 067 696	95 110		9 162 806
<b>Ecarts d'acquisition</b>	<b>9 067 696</b>	<b>95 110</b>		<b>9 162 806</b>
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	372 515	9 084	6 440	375 159
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	103 121			103 121
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>475 636</b>	<b>9 084</b>	<b>6 440</b>	<b>478 280</b>
Terrains	13 787			13 787
Constructions	27 337 017	1 478 577	154 326	28 661 268
Installations techniques, matériel, outillage	3 984 287	363 358	44 561	4 303 084
Autres immobilisations corporelles	2 846 977	352 567	28 985	3 170 559
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>34 182 068</b>	<b>2 194 502</b>	<b>227 872</b>	<b>36 148 698</b>
<b>TOTAL</b>	<b>43 725 400</b>	<b>2 298 696</b>	<b>234 312</b>	<b>45 789 784</b>

**2. Autres postes d'actif**

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2018	Valeur nette au 31/12/2017
Matières premières, approvisionnements	135 878			135 878	149 300
Marchandises	21 907			21 907	19 775
Avances et acomptes servis sur commande					
<b>Stocks et en cours</b>	<b>157 785</b>			<b>157 785</b>	<b>169 075</b>
Créances clients et comptes rattachés	782 201	69 020	14 932	728 113	630 407
Actifs d'impôts différés	29 506			29 506	35 683
Autres créances	2 244 737	61 121		2 183 616	1 566 090
Capital souscrit, appelé et non versé					
<b>Créances</b>	<b>3 056 444</b>	<b>130 141</b>	<b>14 932</b>	<b>2 941 235</b>	<b>2 232 180</b>
Valeurs mobilières de placement	1 083 498			1 083 498	83 380
Actions propres					
Disponibilités	19 510 009			19 510 009	18 418 184
<b>Divers</b>	<b>20 593 507</b>			<b>20 593 507</b>	<b>18 501 564</b>
Charges constatées d'avance	76 684			76 684	80 694
Ecarts d'arrondis actifs					
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>76 684</b>			<b>76 684</b>	<b>80 694</b>
<b>TOTAL</b>	<b>23 884 420</b>	<b>130 141</b>	<b>14 932</b>	<b>23 769 211</b>	<b>20 983 513</b>

**3. Tableau de variation des capitaux propres consolidés**
**a. Capitaux propres part du groupe**

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>7 764 104</b>	<b>10 266 806</b>	<b>2 331 838</b>	<b>10 756 471</b>	<b>880 495</b>	<b>31 999 714</b>
Affectation résultat en réserves			(623 576)	630 609	(7 033)	
Distribution dividendes					(873 462)	(873 462)
Résultat 2017					1 722 265	1 722 265
Autres variations			3			
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>7 764 104</b>	<b>10 266 806</b>	<b>1 708 265</b>	<b>11 387 080</b>	<b>1 722 265</b>	<b>32 848 520</b>
Affectation résultat en réserves			(1 001 409)	1 850 213	(848 804)	
Distribution dividendes					(873 461)	(873 461)
Résultat 2018					2 523 819	2 523 819
Autres variations			(7)			
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>7 764 104</b>	<b>10 266 806</b>	<b>706 849</b>	<b>13 237 293</b>	<b>2 523 819</b>	<b>34 498 871</b>

**b. Capitaux propres hors groupe**

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>1 183 960</b>	<b>127 124</b>	<b>1 311 084</b>
Affectation résultat en réserves	76 724	(76 724)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2017		153 558	153 558
Autres variations	3 000		
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>1 263 684</b>	<b>153 558</b>	<b>1 417 242</b>
Affectation résultat en réserves	103 158	(103 158)	
Distribution dividendes		(50 400)	(50 400)
Résultat 2018		216 686	216 686
Autres variations	1		1
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 366 843</b>	<b>216 686</b>	<b>1 583 529</b>

**4. Autres postes de passif**
**a. Provisions**

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	66 679	49 012	10 500	105 191
Provisions pour charges	304 493	14 468	45 522	273 439
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>371 172</b>	<b>63 480</b>	<b>56 022</b>	<b>378 630</b>
Provisions sur titres de participation	498 451		146 000	352 451
Provisions sur créances rattachées	642 584	10 614		653 198
<b>Provisions sur immobilisations financières</b>	<b>1 141 035</b>	<b>10 614</b>	<b>146 000</b>	<b>1 005 649</b>
Provisions sur comptes clients	51 717	17 303	14 932	54 088
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
<b>Provisions sur créances</b>	<b>112 838</b>	<b>17 303</b>	<b>14 932</b>	<b>115 209</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 625 045</b>	<b>91 397</b>	<b>216 954</b>	<b>1 499 488</b>

**b. Impôt sur les résultats**
**Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective**

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2018	31/12/2017
Résultat avant impôt	<b>3 640 200</b>	<b>2 802 892</b>
Taux normal d'impôt en France	28,00%	33,33%
Impôt théorique	28,00% 1 019 256	33,33% 934 297
Impôt réel	24,72% 899 696	33,08% 927 069
<b>Ecart net</b>	<b>(119 560)</b>	<b>(7 228)</b>

Elements de rapprochement	IS 31/12/2018	IS 31/12/2017
Amortissement des écarts d'acquisition	26 631	31 703
Amortissement des écarts d'évaluation	23 721	28 240
Différences permanentes (TVTS, amendes, CICE...)	-39 217	-63 345
Résultats taxés au taux de 28%		-11 319
Résultats taxés au taux de 33,33%	121 319	
Impact impôts différés changement de taux 2017/2018	-220 228	
Provision sur créances sociétés non consolidées	-40 880	
Quote part imposable sur dividendes	9 094	7 493
<b>Montant rapproché</b>	<b>(119 560)</b>	<b>(7 228)</b>

**c. Impôts différés par société**

Société	31/12/2018	31/12/2017
SA Hotelim	20 967	22 139
SARL Hofidev		327
SARL Mezal	3 713	3 551
SARL Suite Hotel	4 826	9 666
<b>Actifs d'impôts différés</b>	<b>29 506</b>	<b>35 683</b>
SARL Balbercy	220 412	244 211
SARL Le Bourget	188 902	213 508
SARL Créteil Mesly	74 528	95 479
SARL Dromhotel	60 285	64 722
SNC ReInice	89 621	99 229
SARL Rosnybois	114 378	143 758
SARL Delta Rungis	180 024	231 039
SARL Saint Raphaël	177 673	194 834
SNC Sogegone	105 338	125 313
<b>Passifs d'impôts différés</b>	<b>1 211 161</b>	<b>1 412 093</b>
<b>PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET</b>	<b>1 181 655</b>	<b>1 376 410</b>

**d. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme**

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. de l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil	118 769		52 424	<b>66 345</b>	53 003	13 342	
Hôtel Paris - Orly	462 153		253 883	<b>208 270</b>	177 224	31 046	
Hôtel Paris - Le Bourget	411 122		181 467	<b>229 655</b>	183 472	46 183	
Hôtel Paris - Rosny	279 786		115 050	<b>164 736</b>	100 636	64 100	
Hôtel Paris - Bercy	411 122		181 467	<b>229 655</b>	183 471	46 184	
Hôtel Paris XV	432 155		160 650	<b>271 505</b>	162 398	109 107	
Hôtel Montpellier	49 144		30 861	<b>18 283</b>	18 283		
Hôtel Nice	28 017		28 017				
Hôtel Trouville	162 058		60 244	<b>101 814</b>	60 899	40 915	
Hotelim (siège)	2 681 583	3 500 000	789 638	<b>5 391 945</b>	1 118 817	4 273 128	
<b>Emprunts auprès des étab. de crédit</b>	<b>5 035 909</b>	<b>3 500 000</b>	<b>1 853 701</b>	<b>6 682 208</b>	<b>2 058 203</b>	<b>4 624 005</b>	
Hôtel Paris XV	1 698	23		<b>1 721</b>	1 721		
Hôtel Nice	15			<b>15</b>	15		
Hôtel Trouville	101 090	715		<b>101 805</b>	101 805		
Hotelim (siège)	28 882		415	<b>28 467</b>	28 467		
<b>Dettes financières diverses</b>	<b>131 685</b>	<b>738</b>	<b>415</b>	<b>132 008</b>	<b>132 008</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>5 167 594</b>	<b>3 500 738</b>	<b>1 854 116</b>	<b>6 814 216</b>	<b>2 190 211</b>	<b>4 624 005</b>	

**B. Postes du compte de résultat consolidé**
**1. Charges de personnel et effectif**

Les charges de personnel se sont élevées à 5 618 K€ contre 5 534 K€ en 2017.

L'effectif moyen au 31 décembre 2018 est composé de 138 personnes, contre 135 au 31 décembre 2017 et 119 au 31 décembre 2016, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2018	Effectif moyen 2017	Effectif moyen 2016
SA Hotelim	3	3	3
SARL Balbercy	27	26	21
SARL Delta Rungis	5	5	5
SARL Rosnybois	6	7	5
SARL Le Bourget	9	8	8
SARL Créteil Mesly	9	8	8
SARL Saint Raphaël	30	29	25
SARL Sogegone	9	10	8
SARL Suite Hotel	11	9	10
SNC Relnice	8	8	8
SARL Dromhotel	8	9	7
SARL Mezal	13	13	11
<b>TOTAL</b>	<b>138</b>	<b>135</b>	<b>119</b>

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) a généré un produit de 197 K€ en 2018 contre 232 K€ en 2017.

**2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement**

Non applicable.

### 3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2018 s'établit à 22 113 K€ contre 21 314 K€ en 2017 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2018	31/12/2017	Variation		31/12/2016	Variation	
Ventes de marchandises	523	528	(4)	-0,8%	483	45	9,3%
Prestations de services	21 590	20 786	804	3,9%	18 788	1 997	10,6%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>22 113</b>	<b>21 314</b>	<b>800</b>	<b>3,8%</b>	<b>19 271</b>	<b>2 042</b>	<b>10,6%</b>

Il a été perçu des subventions d'exploitation pour un montant de 83 K€.

### 4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 70 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 177 K€ dont 146 K€ de reprise de provision sur titres.

### 5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 1 K€ pour l'exercice 2018.

## 5. Autres informations

---

### A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

### B. Autres informations diverses

#### 1. Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture

#### 2. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté selon le modèle proposé par le Règlement 99-02 issu des dispositions de l'avis n°30 de l'OEC.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

#### 3. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

#### 4. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 79 500 € pour l'exercice 2018.